



Distribution: Générale

Date: 14 octobre 2016

Original: Anglais

Point 6 de l'ordre du jour

WFP/EB.2/2016/6-A

Rapports d'évaluation

Pour examen

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités au Burundi (2011–2015)

Résumé

La présente évaluation de portefeuille de pays porte sur les quatre opérations menées par le PAM au Burundi de 2011 à 2015 et sur la stratégie de pays établie pour 2011-2014. Elle a consisté à étudier l'alignement et le positionnement stratégique du PAM, les facteurs ayant présidé aux décisions prises en matière de stratégie et la qualité de celles-ci ainsi que la performance et les résultats de l'ensemble du portefeuille.

Le Burundi est un pays enclavé densément peuplé, à faible revenu et à déficit vivrier, qui se classait au 184^{ème} rang sur 188 pays selon le Rapport sur le développement humain de 2015. Les conflits internes, l'incertitude politique et la faiblesse des bases institutionnelles ont freiné le développement économique. Le pays enregistre la plus forte proportion d'habitants souffrant de la faim en Afrique subsaharienne. Sur une population de 11 millions de personnes, 3 millions environ étaient en situation d'insécurité alimentaire en 2014, et pour 4 millions supplémentaires, la sécurité alimentaire était fragile ou insuffisante. La dénutrition est un problème majeur.

En 2011, la vision optimiste qui prévalait au sein du Gouvernement et parmi les partenaires du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement tablait sur un retour progressif à une paix durable et à un développement à long terme. Partant d'une analyse approfondie du contexte de l'époque et de l'expérience acquise par le passé, la stratégie de pays du PAM définissait trois priorités: i) la sécurité alimentaire et nutritionnelle; ii) le développement des capacités des institutions gouvernementales; et – on peut s'en féliciter – iii) l'intervention humanitaire. Le développement des capacités a été mis en œuvre sous la forme d'un appui transversal. Cependant, depuis l'élection présidentielle de 2015 contestée dans la violence, le pays se trouve à un carrefour, et on ne sait pas si le développement à long terme reprendra ou si l'instabilité va s'aggraver. Des donateurs importants ont suspendu leur soutien financier direct au Gouvernement.

Conformément aux dispositions de la politique en matière d'évaluation (2016–2021) (WFP/EB.2/2015/4-A/Rev.1) et compte tenu de la nécessité de préserver l'intégrité et l'indépendance des constatations issues de l'évaluation, il se peut que certaines formulations dans le présent rapport ne respectent pas la terminologie standard du PAM; toute demande de précisions à cet égard doit être adressée à la Directrice de l'évaluation du PAM.

Coordonnatrices responsables:

Mme H. Wedgwood
Directrice de l'évaluation
tél.: 066513-2030

M. D. Habtemariam
Chargé de l'évaluation
Bureau de l'évaluation
tél.: 066513-3169

Les évaluateurs ont constaté que le PAM était largement apprécié pour son expertise en matière d'assistance alimentaire, son appui à la formulation des politiques, sa flexibilité et sa transparence. Au niveau stratégique, les parties prenantes considéraient le PAM comme un partenaire majeur et influent, qui sait intervenir rapidement en exploitant ses avantages comparatifs dans les domaines de l'assistance alimentaire générale, de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité, des interventions lors des catastrophes et de la logistique, ainsi que dans le cadre d'innovations comme l'initiative Achats au service du progrès. Les choix stratégiques ont été influencés par le mandat du PAM, le contexte et les politiques à l'échelle nationale, la transition de l'aide à l'assistance alimentaire et la disponibilité des fonds. Globalement, les activités du PAM, y compris l'assistance alimentaire générale à grande échelle, ont été pertinentes, efficaces, réalisées en temps voulu et conformes aux principes humanitaires. Plusieurs politiques et stratégies nationales ont pu être élaborées grâce à l'assistance du PAM. Les évaluateurs ont trouvé des éléments attestant que, dans les écoles appuyées par le PAM, celui-ci contribuait à l'augmentation des taux de scolarisation et d'assiduité tout en diminuant les taux d'abandon et en parvenant à la parité entre les sexes. En revanche, ils n'ont pas recueilli de données suffisantes pour évaluer l'efficacité des interventions nutritionnelles. Les résultats des activités communautaires à petite échelle de redressement et de développement sont prometteurs, et l'initiative Achats au service du progrès a permis d'injecter des sommes importantes (4,75 millions de dollars É.-U.) dans l'économie locale. Le PAM est intervenu efficacement lors de la situation d'urgence provoquée par les inondations de 2014, en assurant des activités d'assistance qui ont permis de sauver des vies. Toutefois, conjugué au manque de synergies et d'intégration, le grave déficit de financement a nui à la performance, aux résultats et à la viabilité de l'ensemble des activités du portefeuille, ce qui a donné lieu à des arbitrages entre l'augmentation du nombre de bénéficiaires et la réduction des quantités de produits alimentaires distribués et de la période de distribution.

L'évaluation comporte neuf recommandations: recentrer l'assistance alimentaire du PAM sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les activités de préparation et d'intervention en cas de crise, en s'appuyant sur le renforcement des synergies; améliorer le ciblage et l'intégration des programmes; favoriser l'émancipation économique des femmes; étendre la portée de filets de sécurité conçus avec soin, qui intègrent les principes relatifs à l'action humanitaire et à la protection dans les documents de stratégie et les descriptifs de programme du PAM; faciliter l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre le retard de croissance; développer les activités d'alimentation scolaire; promouvoir la résilience des communautés au moyen d'initiatives complètes d'assistance alimentaire pour la création d'actifs; mobiliser davantage de ressources; et harmoniser le suivi et l'analyse des effets directs.

Projet de décision*

Le Conseil prend note du document intitulé "Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités au Burundi (2011–2015)" (WFP/EB.2/2016/6-A) et de la réponse de la direction publiée sous la cote WFP/EB.2/2016/6-A/Add.1, et invite à continuer de donner suite aux recommandations qui y figurent, en tenant compte des questions qu'il a soulevées lors de ses débats.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

Introduction

Caractéristiques de l'évaluation

1. Sélectionnée dans le cadre du cycle en cours des évaluations de portefeuille de pays gérées par le Bureau de l'évaluation, la présente évaluation porte sur les opérations menées par le PAM au Burundi de 2011 à 2015 et sur la stratégie de pays établie pour 2011-2014. Elle a été conduite par une équipe d'évaluation indépendante, et a consisté à étudier l'alignement et le positionnement stratégique du PAM, les facteurs ayant présidé aux décisions prises en matière de stratégie et la qualité de celles-ci ainsi que la performance et les résultats de l'ensemble du portefeuille. Après un examen approfondi des documents disponibles, les évaluateurs se sont rendus sur le terrain en avril 2016 pour s'entretenir avec 350 parties prenantes du PAM, des représentants des autorités nationales, des donateurs, des partenaires et des bénéficiaires. En outre, ils ont visité 38 écoles, centres de santé, camps de réfugiés et institutions sociales. Il s'agit de la première évaluation du portefeuille d'activités du PAM au Burundi¹.

Contexte

2. Le Burundi est un pays enclavé à faible revenu dont le revenu national brut par habitant s'élève à 758 dollars². L'agriculture est la base de l'économie, et représente 90 pour cent des revenus de la population³. Les conflits internes, l'incertitude politique et la faiblesse des bases institutionnelles ont freiné le développement économique. D'après le Rapport sur le développement humain de 2015 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Burundi se classait 184^{ème} sur 188 pays. Estimée à 11 millions d'habitants, la population a progressé de 3,51 pour cent par an, et la densité de population est la deuxième d'Afrique subsaharienne⁴. L'inégalité entre les sexes est l'un des principaux facteurs de l'insécurité alimentaire; le Burundi a été classé au 109^{ème} rang sur 155 pays selon l'indice d'inégalité de genre⁵. Le pays enregistre la proportion la plus forte d'habitants souffrant de la faim en Afrique subsaharienne⁶. Environ 3 millions de personnes (32 pour cent de la population) étaient en situation d'insécurité alimentaire en 2014, et pour 4 millions supplémentaires, la sécurité alimentaire était fragile ou insuffisante⁷. La malnutrition est un problème majeur: la prévalence du retard de croissance, très élevée, atteint 58 pour cent, et le taux d'insuffisance pondérale est de 29 pour cent⁸.
3. Au cours de la période couverte par l'évaluation, le Gouvernement a mené des politiques résolument axées sur le développement, élaborées à partir de sa Vision pour 2025 et de deux documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté successifs reposant sur les trois piliers que sont la bonne gouvernance, le développement économique et l'accès aux services de base. Bien que le Burundi soit fortement tributaire de l'aide internationale délivrée par un très petit nombre de donateurs, il a enregistré un taux de croissance économique annuel moyen de 4 pour cent jusqu'au début de 2015. Depuis, l'élection présidentielle contestée a provoqué des troubles civils, une stagnation de l'économie et l'exode de 250 000 Burundais partis chercher refuge dans les pays voisins alors qu'étaient rapportées des violations des droits de l'homme à grande échelle⁹. Des donateurs importants ont suspendu leur soutien financier direct au Gouvernement. Aujourd'hui, le pays se trouve à un carrefour, et on ne sait pas si le développement à long terme reprendra ou si l'instabilité va s'aggraver.

¹ L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) précédente et le programme de pays en cours ont été évalués lors d'un examen à mi-parcours mené par le pays en 2013.

² <http://www.hdr.undp.org/fr/countries/profiles/BDI>.

³ <http://www.afdb.org/en/countries/east-africa/burundi/burundi-economic-outlook> – 2014.

⁴ <http://countrymeters.info/en/Burundi>.

⁵ PNUD. 2015. *Rapport sur le développement humain 2015*.

⁶ Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. 2014. *Indice de la faim dans le monde 2014*.

⁷ PAM. 2014. *Analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité 2014*.

⁸ Le seuil de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) indiquant un niveau "très élevé/alarmant" de retard de croissance est 40 pour cent. Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). 2014. *La situation des enfants dans le monde 2015*, p. 42.

⁹ Voir le rapport d'évaluation complet, page 8, paragraphe 23.

Stratégie de pays et portefeuille d'activités du PAM

4. Le PAM est présent au Burundi depuis 48 ans. Sur la base de cette expérience, sa stratégie de pays de 2011 décrivait son rôle comme partenaire du Gouvernement et le soutien à apporter à celui-ci pour l'aider à parvenir à instaurer une paix pérenne et à améliorer durablement la nutrition et la sécurité alimentaire. Reflet de la vision optimiste concernant le développement qui prévalait au sein du Gouvernement et parmi les partenaires du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD), la stratégie de pays du PAM définissait trois priorités: i) la sécurité alimentaire et nutritionnelle¹⁰; ii) le développement des capacités des institutions gouvernementales; et iii) l'intervention humanitaire. Comme l'illustre la figure 1, le PAM a mis en œuvre un portefeuille d'activités comprenant un programme de pays (2011-2016), l'IPSR 200164 et l'IPSR 200665 (qui se termine en 2016) et l'opération d'urgence/intervention immédiate à court terme 200678.
5. Alors que le programme de pays avait pour but d'appuyer le développement des capacités et la nouvelle politique en matière d'éducation du Gouvernement, les IPSR ont été lancées pour faciliter la transition des secours d'urgence au redressement, conformément à la mutation opérée par le PAM de l'aide à l'assistance alimentaire. Le programme de pays et les IPSR ont continué de fournir le cadre opérationnel de l'assistance du PAM même après la dégradation de la situation à partir d'avril 2015.

Figure 1: Résumé du portefeuille d'activités du PAM au Burundi, 2011-2015

Opération	2011	2012	2013	2014	2015
		Événements extérieurs			Inondations de février 2014
Programme de pays 200119 (2011-2016)	LÉGENDE Niveau de financement Entre 50% et 75% Moins de 50%				
IPSR 200655 – Assistance aux réfugiés et aux populations vulnérables touchées par l'insécurité alimentaire (2014-2016)	Besoins: 105 366 484 Contributions reçues: 52 271 399			Besoins: 69 753 058 Contributions reçues: 29 391 288 Financement: 42% (en déc. 2015)	
Opération d'urgence/intervention immédiate 200678 – Assistance d'urgence aux victimes des inondations (février-mai 2014)				Besoins: 1 361 213 Contributions reçues: 687 101 Financement: 50%	
IPSR 200164 – Assistance aux réfugiés, aux rapatriés et aux populations vulnérables touchés par l'insécurité alimentaire (2011-2014)	Besoins: 98 480 619 Contributions reçues: 63 840 369 Financement: 65 %				

Sources: Rapports normalisés sur les projets 2011–2015; points sur la situation des ressources en décembre 2015 pour le programme de pays 200119 et l'IPSR 200655. Chiffres en dollars É.-U.

Constatations issues de l'évaluation

Alignement et positionnement stratégique

6. Les thèmes énoncés dans la stratégie de pays et le portefeuille d'activités correspondant cadraient bien avec les besoins répertoriés au sein de la population et étaient conformes aux objectifs d'action du PAM et aux priorités du Gouvernement. La première stratégie de pays (2011-2014) au Burundi, que le PAM considérait comme un "défi sur le plan de l'innovation", reflétait les perspectives optimistes de développement, tout en tenant compte des avantages comparatifs du PAM. Les évaluateurs ont constaté que le PAM était largement apprécié par les parties prenantes

¹⁰ Les objectifs de la stratégie de pays étaient les suivants: i) lutter contre la faim chronique et la dénutrition chez les enfants, les femmes enceintes, les mères allaitantes et d'autres groupes vulnérables; ii) lutter contre la faim chez les enfants d'âge scolaire et soutenir ces derniers dans leur éducation; et iii) réduire la vulnérabilité face à la dénutrition aiguë et rétablir la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les ménages et les communautés touchés par des crises, au moyen d'activités communautaires de redressement et de développement.

pour son expertise en matière d'assistance alimentaire, son soutien aux politiques, sa flexibilité et sa transparence. Le bureau de pays était connu pour sa capacité à promouvoir des initiatives innovantes, et il a entretenu d'excellentes relations avec les parties prenantes, y compris les ministères, les partenaires des Nations Unies, les donateurs et les organisations non gouvernementales à tous les niveaux, relations qui ont été renforcées par sa grande présence sur le terrain.

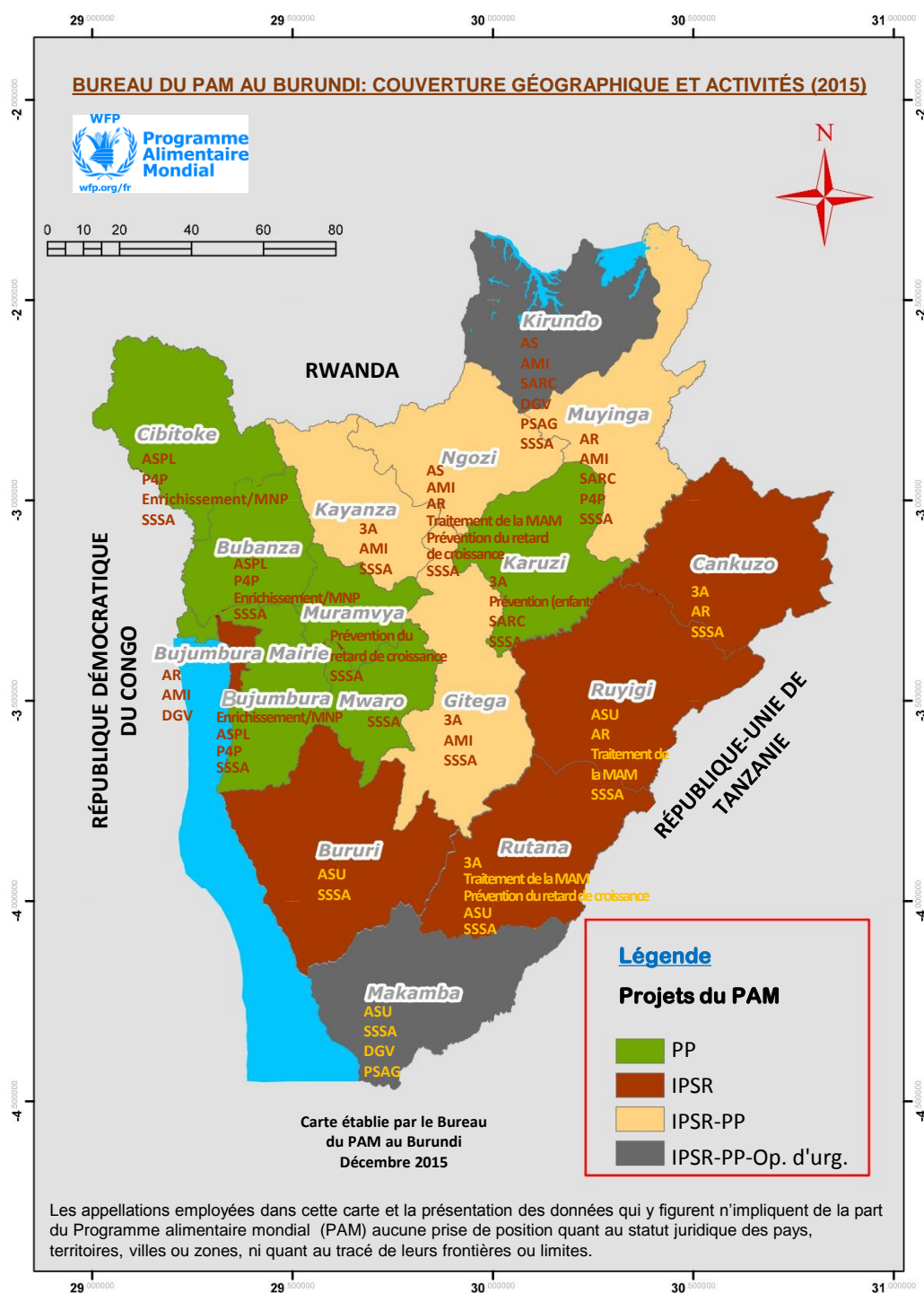
7. La stratégie de pays concordait avec les priorités d'un large éventail de partenaires des Nations Unies et de donateurs. Le PAM a participé activement aux processus du PNUAD, qui, d'après les témoignages recueillis, ont été transparents et conformes aux priorités nationales de développement, comme celles définies dans les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté. Compte tenu de la multiplication des crises liées au climat et de la fragilité du contexte plus large de la sécurité alimentaire, le bureau de pays doit être félicité d'avoir insisté sur l'intégration d'une composante relative aux interventions d'urgence dans la stratégie de pays et le PNUAD, et ce malgré l'optimisme qui régnait à l'époque de l'élaboration de ces documents. Le bureau de pays a également relevé des activités dans lesquelles on s'attendait à trouver des synergies avec les organismes partenaires des Nations Unies.

Facteurs influant sur les décisions stratégiques prises et qualité de celles-ci

8. Le processus décisionnel ayant présidé à l'élaboration de la stratégie de pays a été bien documenté, ce qui a permis de compenser en partie le manque de "mémoire institutionnelle" au sein du bureau de pays dû à la rotation du personnel pendant la période considérée. Les décisions stratégiques ont été tout à la fois guidées par les politiques et pragmatiques. Les principaux facteurs qui les ont influencées sont les suivants: i) le mandat du PAM; ii) le contexte et les politiques à l'échelle nationale; iii) la transition stratégique du PAM, de l'aide à l'assistance alimentaire; et iv) la disponibilité des fonds.
9. Le bureau de pays a examiné en détail le contexte politique et socioéconomique ainsi que la situation sur le plan de la sécurité. Il s'est appuyé sur son expertise, sur l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité de 2008, sur des études internes¹¹ et sur des analyses externes menées par des partenaires, dont le PNUD et la Banque mondiale. Les enseignements tirés de l'expérience, les avantages comparatifs et les défis posés ont également été analysés minutieusement. Le Brésil et la Côte d'Ivoire ont servi de références pour l'alimentation scolaire, et le Kenya pour l'initiative Achats au service du progrès (P4P), pour autant que les enseignements tirés de l'expérience d'autres pays soient transposables au Burundi.
10. En 2011-2012, les différents types d'opérations ont été conçus et menés dans des zones distinctes, car la programmation ne prévoyait pas d'intégrer les activités du portefeuille dans le but d'obtenir des effets catalyseurs (figure 2). En 2013, le bureau de pays a engagé des révisions importantes: i) du programme de pays 200119, pour intégrer l'alimentation scolaire dans l'initiative Achats au service du progrès et l'alimentation scolaire utilisant la production locale dans trois provinces du nord-ouest, et pour mettre en place l'utilisation des bons dans les camps de réfugiés; ii) de l'IPSR 200164, pour synchroniser la supplémentation alimentaire, l'alimentation scolaire et les activités Assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A) avec le plan de réintégration de 18 mois à l'intention des rapatriés en provenance de la République-Unie de Tanzanie, comme le Gouvernement le demandait; et iii) de l'IPSR 200655, lorsque les auteurs de l'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence de 2015 ont appelé à augmenter l'assistance alimentaire ciblée.

¹¹ Une analyse de la faim et de la nutrition au Burundi; le cadre des partenariats nationaux du PAM; une étude relative aux transferts sous forme d'espèces et de bons consacrée aux marchés et aux négociants; la stratégie du bureau de pays en matière de nutrition pour 2011-2014; l'examen à mi-parcours de l'IPSR 10528; et un projet de stratégie de mobilisation des ressources.

Figure 2: Couverture géographique et activités du Bureau du PAM au Burundi, 2015



AMI = alimentation en milieu institutionnel
 AR = alimentation des réfugiés
 AS = alimentation scolaire
 ASPL = alimentation scolaire utilisant la production locale
 ASU = alimentation scolaire en situation d'urgence
 DGV = distribution générale de vivres
 MNP = micronutriments en poudre
 PSAG = programme de supplémentation alimentaire généralisée
 SARC = système d'alerte rapide à l'échelle du continent
 SSSA = système de suivi de la sécurité alimentaire

11. Les évaluateurs n'ont relevé aucun élément montrant des chevauchements internes dans le ciblage géographique, mais il demeure des lacunes dans la coordination et l'harmonisation des activités. Premièrement, un manque de synergies a été constaté entre, d'un côté, le soutien apporté à la plateforme nationale de réduction des risques de catastrophe dans le but d'aborder

l'atténuation des catastrophes naturelles et les interventions pour y faire face de manière stratégique à l'échelle du pays, et, de l'autre côté, les activités 3A de lutte contre l'érosion mises en œuvre dans les provinces de l'est, lesquelles ont davantage souffert des bouleversements liés au changement climatique que les provinces de l'ouest et du sud. Deuxièmement, compte tenu de la nécessité de resserrer la coordination entre le programme de pays et les IPSR, les critères de sélection de l'alimentation scolaire n'ont pas été appliqués de manière suffisante et cohérente. Troisièmement, les problèmes de ressources et de capacités ont entraîné une mise en œuvre des activités inégale et dispersée.

Performance du portefeuille d'activités et résultats obtenus

Ciblage

12. Les critères de ciblage des bénéficiaires étaient définis correctement pour tous les groupes sur la base d'une approche communautaire participative et transparente. Les critères étaient pertinents¹² et suffisamment souples pour intégrer le cas échéant un grand nombre de bénéficiaires, comme les rapatriés. Le ciblage était également effectué compte tenu des indications communiquées par des partenaires spécialisés, en particulier l'OMS et le Ministère de l'éducation pour ce qui est des activités d'alimentation scolaire et de nutrition. Néanmoins, le ciblage du traitement de la malnutrition aiguë modérée n'a pas suivi pleinement les orientations internationales en la matière¹³ et a été influencé par des requêtes du Gouvernement demandant de couvrir la période nécessaire au déploiement du programme national intégré de nutrition. Globalement, compte tenu des déficits de financement et du manque de capacités de mise en œuvre des partenaires, la couverture géographique de certaines activités a été limitée. Le ciblage de certaines écoles dans le cadre du programme de pays a manqué de clarté.
13. On trouvera au tableau 1 le nombre total prévu et effectif de bénéficiaires du portefeuille d'activités sur la période couverte par l'évaluation. Sur un total prévu de 4,3 millions de personnes, le PAM a fourni une assistance alimentaire à 3,6 millions de bénéficiaires dans les régions du nord, du nord-est et du sud du pays. Sur un budget total nécessaire de 287 millions de dollars, 175,4 millions de dollars seulement ont été reçus.

Année	Nombre total prévu	Nombre total effectif	Nombre effectif en % du nombre prévu
2011	628 650	702 041	112%
2012	674 330	629 076	93%
2013	835 800	647 213	77%
2014	1 022 084	865 308	85%
2015	1 105 559	791 134	72%
TOTAL	4 266 423	3 634 772	85%

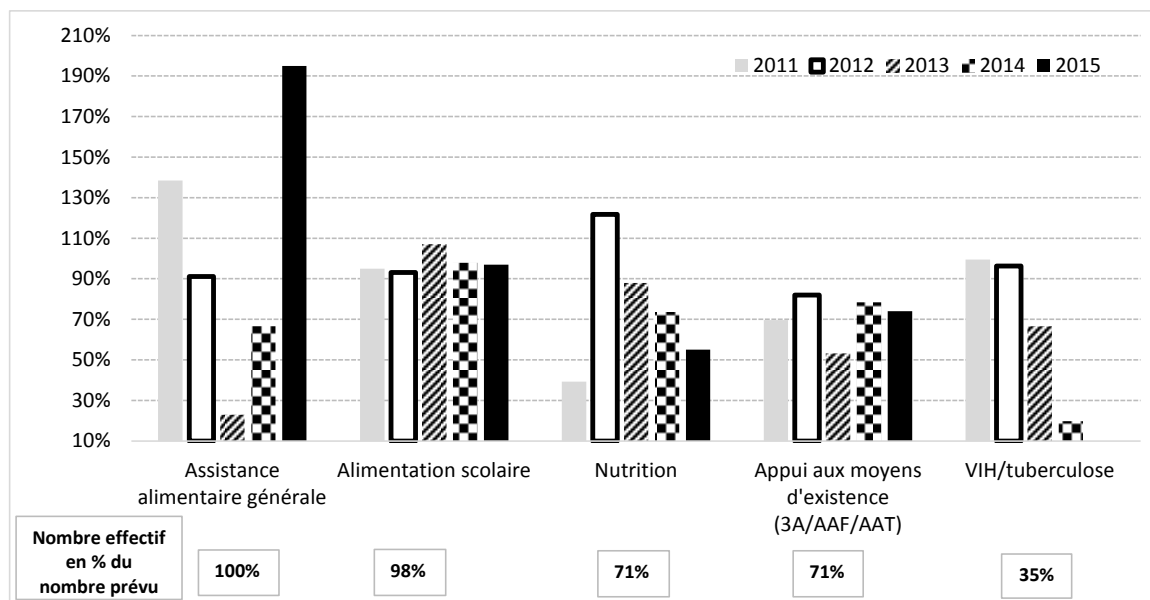
Source : Rapports normalisés sur les projets du PAM, 2011-2015

¹² Sur la base des taux de scolarisation, des taux de retard de croissance et des niveaux d'insécurité alimentaire, de pauvreté, de vulnérabilité et de malnutrition aiguë globale.

¹³ Le traitement de la malnutrition aiguë modérée doit commencer lorsque le taux de malnutrition aiguë globale (émaciation) dépasse 10 pour cent, ou 8 pour cent en présence de circonstances aggravantes comme un déplacement de population, des troubles civils, une flambée épidémique ou d'autres facteurs de déstabilisation. La prévention du retard de croissance est recommandée dans toutes les situations où le taux de retard de croissance est supérieur à 30 pour cent. Comme on l'a vu au paragraphe 2, le taux de retard de croissance au Burundi était de 58 pour cent.

14. Face aux effets conjugués de l'augmentation des besoins sur le plan alimentaire et du creusement du déficit de financement, le bureau de pays a révisé les objectifs initiaux, dont certains étaient surestimés¹⁴, et il a raccourci la durée des distributions et réduit les quantités de certaines livraisons de rations alimentaires, les ramenant à moins de 2 100 kilocalories par jour. Les effets négatifs sur le nombre de bénéficiaires ont été atténués par la mise en place d'activités d'alimentation scolaire utilisant la production locale et l'initiative Achats au service du progrès.

Figure 3: Nombre effectif de bénéficiaires en pourcentage du nombre prévu, par activité, 2011-2015



Sources: Rapports normalisés sur les projets 2011-2015.

AAF = Assistance alimentaire pour la formation; AAT = Assistance alimentaire contre travail.

Sécurité alimentaire et nutritionnelle

15. Comme on le voit à la figure 3, en 2011 et 2012, le bureau de pays a atteint ou dépassé les objectifs fixés concernant l'alimentation scolaire, l'assistance alimentaire générale, l'assistance alimentaire pour la création d'actifs et la lutte contre le VIH et la tuberculose, mais sa performance a été fluctuante dans le domaine de la nutrition. Les années suivantes, en revanche, il a eu de plus en plus de difficultés à atteindre les objectifs visés.
16. Les activités d'alimentation scolaire ont permis d'atteindre 98 pour cent des bénéficiaires prévus et de fournir des repas chauds aux enfants pendant 9,5 mois par année scolaire, même si cette durée a dû être réduite à six mois lorsque les financements ont fait défaut. La performance est demeurée stable. Dans le cadre du programme de pays, le nombre d'enfants ayant bénéficié de repas scolaires a augmenté, passant de 186 869 en 2012 à 315 823 en 2013, puis à 440 427 en 2014, la plupart du temps grâce au rattachement de l'alimentation scolaire utilisant la production locale à l'initiative Achats au service du progrès. Le PAM a installé des fourneaux à bon rendement énergétique dans plus de 140 écoles.
17. Les activités d'alimentation scolaire du PAM, qui ont pour but de lutter contre la faim chez les enfants d'âge scolaire et de les aider dans leur éducation, recherchaient quatre effets directs dans les écoles concernées: i) une augmentation de 6 pour cent du taux de scolarisation dans 80 pour cent des établissements; ii) des taux d'assiduité atteignant au moins 90 pour cent; iii) la

¹⁴ Rapport normalisé de 2014 relatif à l'IPSR 200164. L'objectif fixé en matière de supplémentation alimentaire à l'intention des femmes enceintes et des mères allaitantes n'a pas été atteint, car les valeurs cibles visées avaient été surestimées. Faute de données récentes au moment de l'élaboration de l'IPSR, les besoins des bénéficiaires ont été estimés à partir de l'enquête démographique et sanitaire de 2010, qui indiquait une prévalence de la malnutrition aiguë modérée de 16 pour cent, alors que cette prévalence était évaluée à 3,5 pour cent dans l'enquête de suivi et d'évaluation normalisés des phases de secours et de transition de février 2014.

parité entre les sexes; et iv) des taux d'abandon de 3 pour cent au maximum. Les évaluateurs ont constaté que, dans les écoles bénéficiant d'une assistance, le programme avait contribué à l'augmentation des taux de scolarisation et d'assiduité, ainsi qu'à la diminution des taux d'abandon et à l'instauration de la parité entre les sexes. Les statistiques du Ministère de l'éducation faisaient état d'une amélioration des taux d'achèvement des études dans les provinces où le PAM intervenait, mais la contribution précise de l'alimentation scolaire n'a pu être déterminée. Faute de données sur le sujet, il n'a pas été possible de vérifier si la progression des taux de scolarisation était liée à l'attraction d'enfants d'écoles voisines dépourvues de cantine. En outre, la nette augmentation du nombre d'élèves par classe, de 50 à 80, risquait fort de nuire à la qualité de l'enseignement – un facteur crucial pour la paix et le développement à long terme du Burundi.

18. *Nutrition.* L'objectif des activités de nutrition était d'améliorer la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans, des femmes enceintes et des mères allaitantes dans cinq des provinces cibles les plus vulnérables. L'approche-programme comprenait les composantes suivantes: i) traitement de la malnutrition aiguë modérée; ii) prévention de la malnutrition aiguë modérée; et iii) prévention du retard de croissance au moyen d'une supplémentation alimentaire généralisée destinée à 12 700 enfants vulnérables âgés de 6 à 23 mois. Le PAM a fourni une assistance nutritionnelle à 412 761 enfants, femmes enceintes et mères allaitantes (71 pour cent du nombre prévu) et à 10 231 personnes vivant avec le VIH sous traitement antirétroviral (35 pour cent du nombre prévu). Il a également dispensé une formation consacrée à la prévention du retard de croissance à 33 agents de promotion de la santé et à 1 582 travailleurs sanitaires des collectivités. La proportion de bénéficiaires prévus ayant effectivement reçu une aide a été variable (figure 3).
19. En novembre 2014, le suivi des effets directs obtenus en matière de sécurité alimentaire a montré que la proportion d'enfants dont la consommation alimentaire était jugée acceptable avait augmenté de 100 pour cent après cinq mois de distribution de vivres. En 2011-2014, toutefois, les activités de suivi ont souvent été insuffisantes d'un point de vue quantitatif et qualitatif. L'efficacité des activités axées sur la malnutrition aiguë modérée pendant cette période n'a pas pu être déterminée faute de données pertinentes sur les effets directs obtenus. Comme on le voit au tableau 2, les cibles correspondant aux indicateurs de performance n'ont été atteintes qu'en 2015, après que le PAM a renforcé le suivi des interventions.

TABLEAU 2: INDICATEURS DE PERFORMANCE DU TRAITEMENT DE LA MALNUTRITION AIGUË MODÉRÉE, 2015		
Indicateur	Valeur de référence (en %)	Performance en 2015 (en %)
Taux de guérison	> 75	90,0
Taux de non-réaction	< 10	5,0
Taux d'abandon	< 15	5,0
Taux de mortalité	< 3	0,4
Taux de transfert	< 10	4,4

Source: Données relatives aux programmes du bureau de pays.

20. Grâce à la présence renforcée des contrôleurs de terrain du PAM, qui permet de compenser en partie les importantes pénuries de personnel dans les centres de santé, il a été possible d'appliquer le protocole national dans le cadre du traitement de la malnutrition aiguë modérée en 2015. Toutefois, il a été signalé que les rations alimentaires étaient souvent partagées entre tous les membres de la famille ou vendues, et le traitement n'était pas toujours associé à des activités d'éducation nutritionnelle et de promotion de l'autonomisation des femmes, de sorte qu'il est demeuré une solution à court terme.
21. Le déficit de financement n'a pas permis de tirer parti de manière systématique et cohérente de la période propice des 1 000 premiers jours de la vie pour renforcer les effets directs en matière de nutrition chez les jeunes enfants, et la composition des colis de vivres a été variable. Étant

donné que l'expérimentation de l'activité de prévention du retard de croissance n'a débuté qu'en 2015, il était trop tôt pour disposer de données factuelles concernant l'efficacité de la supplémentation alimentaire généralisée dans ce domaine. En outre, la faible présence sur le terrain d'ONU-Femmes et du Fonds des Nations Unies pour la population n'a pas été propice aux synergies, notamment dans le cadre de l'initiative Unité d'action des Nations Unies, entre le PAM, l'UNICEF, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'OMS.

22. *Assistance alimentaire générale/transferts de type monétaire.* Au total, l'assistance alimentaire générale a profité à 953 376 personnes déplacées à l'intérieur du pays, réfugiés et ménages vulnérables, dont 165 288 ont bénéficié de transferts de type monétaire. Cependant, la figure 3 montre que la performance a été inégale d'une année sur l'autre. Le PAM a appuyé la mise en œuvre d'un programme national de protection sociale, en mettant à profit son expérience dans les domaines de l'évaluation de la vulnérabilité, du ciblage et des transferts de type monétaire. L'aggravation des conséquences des crises actuelles et le besoin croissant de filets de sécurité pour les personnes les plus vulnérables ont rendu nécessaire l'intégration de l'assistance alimentaire générale assurée par le PAM dans le cadre national de protection sociale. Le bureau de pays a fait preuve de souplesse dans l'utilisation des différentes modalités de transfert, mais les parties prenantes ont estimé que l'adéquation de ces modalités était inégale. Les bénéficiaires ont indiqué que les mécanismes employés pour faire remonter rapidement les informations et pour faire des réclamations concernant les transferts sous forme de bons au moyen de smartphones s'étaient améliorés. En 2015, le suivi post-distribution a fait apparaître que la mise en place des transferts de type monétaire dans les camps de réfugiés permettait à ces derniers d'accéder à des produits frais et de diversifier leur alimentation.
23. *L'initiative Achats au service du progrès*, qui a été mise en place en 2013, avait comme objectifs de rapprocher les petits agriculteurs des marchés, de réduire les pertes après récolte et de transformer l'assistance alimentaire en un investissement productif au sein des communautés locales. Axée en grande partie sur l'achat de produits locaux (20 032 tonnes au total), elle a permis de soutenir près de 14 000 agriculteurs regroupés en coopératives. L'examen des chiffres montre que l'initiative a permis d'injecter des sommes importantes dans l'économie locale, évaluées à 4,75 millions de dollars. Au vu des données disponibles cependant, il n'a pas été possible de déterminer qui en avait bénéficié, et l'on ne disposait pas de données ventilées par sexe sur l'évolution des revenus. Le PAM a assuré des cours de formation sur l'accès aux marchés et le matériel de traitement après récolte afin d'améliorer la gestion des entrepôts de produits alimentaires dans les 39 coopératives appuyées par l'initiative Achats au service du progrès, de sorte qu'elles puissent se conformer à des normes satisfaisantes en matière de manutention après récolte et de qualité.
24. *Redressement et développement des communautés.* Pour rétablir, consolider et améliorer la résilience des communautés face aux chocs, le PAM a aidé 242 029 personnes à participer à des activités 3A telles que la construction de routes de desserte et la protection contre l'érosion, toutes deux jugées particulièrement utiles au Burundi. La performance est restée stable, mais la proportion de personnes ayant bénéficié de cette assistance a été relativement faible (71 pour cent du nombre prévu). D'après les données de suivi, les projets 3A menés dans le cadre du programme de lutte contre l'érosion (Programme de développement des filières, PRODEFI) du PAM et du Fonds international de développement agricole (FIDA) ont permis d'améliorer la nutrition des enfants dans les communautés ciblées lorsque ces projets étaient combinés à d'autres types d'activités réalisées en synergie avec d'autres partenaires. Les scores des communautés en matière d'actifs n'ont pas été mesurés de façon systématique, mais ils font apparaître une progression, de 58 à 63 pour cent, la valeur cible étant de 80 pour cent¹⁵. Une évaluation finale¹⁶ en juin 2015 a permis de constater que la proportion de personnes présentant un score de consommation alimentaire insuffisant avait diminué de 7 pour cent et que l'adoption de stratégies de survie préjudiciables avait reculé de 5 pour cent. Cependant, la résilience n'a pas

¹⁵ Rapport normalisé relatif à l'IPSR 200655.

¹⁶ Réalisée à la demande du bureau de pays.

été abordée de manière véritablement globale, ce qui aurait, par exemple, impliqué la réalisation d'activités de sensibilisation à la violence sexiste et à l'efficacité énergétique.

Développement des capacités

25. Les activités de *développement des capacités* avaient pour but de renforcer les moyens dont le Gouvernement dispose pour élaborer et mettre en œuvre des stratégies nationales de sécurité alimentaire. Le PAM a contribué à l'organisation du premier forum du Burundi sur la nutrition et la sécurité alimentaire en 2011 et à la formulation de politiques en faveur de l'enrichissement des aliments, de l'alimentation scolaire, du développement communautaire, de l'égalité entre les sexes et de l'instauration d'une plateforme de réduction des risques de catastrophe. Le développement des capacités a revêtu une dimension transversale, comme le prévoyait le Plan stratégique pour 2014-2017. L'appui fourni par le bureau de pays a été relativement modeste et trop rare. Aucun chargé de programme n'a été affecté à cette priorité importante de la stratégie de pays. Les parties prenantes ont estimé que les plateformes provinciales de réduction des risques de catastrophe étaient moyennement efficaces, tandis que les capacités institutionnelles demeuraient faibles.

Intervention humanitaire d'urgence

26. L'objectif de cette priorité de la stratégie de pays était de sauver des vies et de lutter contre la dénutrition aiguë chez les réfugiés provenant de la République démocratique du Congo et installés dans quatre camps, les rapatriés, les personnes déplacées et les ménages vulnérables dont la sécurité alimentaire et nutritionnelle était compromise par des catastrophes. En 2014, dans le cadre de l'opération d'urgence/intervention immédiate 200678, le bureau de pays a distribué 418 tonnes de produits alimentaires à 22 160 personnes déplacées victimes des inondations. Cependant, cette intervention n'a pas établi de lien avec les activités axées sur le redressement et la pérennisation des résultats. Le bureau de pays a rapidement mis ses moyens logistiques au service de l'action humanitaire, illustration de son net avantage comparatif dans ce domaine.

Efficiences

27. Dans la stratégie de pays, le respect des délais lors des interventions du PAM était considéré comme une gageure. Les évaluateurs ont estimé que, malgré quelques retards dans les expéditions et les livraisons de vivres, le PAM avait globalement fourni son assistance en temps voulu. Il lui avait toutefois fallu procéder à des arbitrages entre l'augmentation du nombre de bénéficiaires et la réduction des quantités de vivres distribués et de la durée des distributions. Bien que les réfugiés aient été consultés au préalable au sujet du calendrier des distributions de vivres, les femmes appartenant aux comités de réfugiés ont fait état de retards en début de mois, qui avaient contribué à alourdir les dettes de certains ménages, préoccupation également exprimée par les partenaires coopérants. Dans le cadre de l'initiative Achats au service du progrès, le retard dans la collecte des récoltes avait entraîné des coûts de stockage supplémentaires pour les agriculteurs participants. D'après l'analyse du bureau de pays comparant les achats locaux aux produits alimentaires importés, les premiers offraient un rapport coût-efficacité relativement intéressant du fait de la géographie et des infrastructures du Burundi.

Problématique hommes-femmes

28. Le bureau de pays a abordé la problématique hommes-femmes de manière transversale, mais le sujet n'était pas explicitement développé dans la stratégie de pays. L'analyse du lien entre cette problématique et l'insécurité alimentaire a été limitée, alors que du fait des pressions exercées sur les terres, les femmes sont menacées par la pauvreté, et que la violence sexiste constitue un problème majeur au Burundi. Le PAM a collaboré avec le Ministère de la solidarité nationale, partenaire stratégique pour renforcer les engagements en matière d'égalité entre les sexes et de protection. Sur la période 2012-2015, les femmes ont occupé 50 pour cent des postes au sein des comités de gestion des vivres, et ont ainsi accru leur influence dans la gestion de l'assistance alimentaire générale. Dans la toute dernière IPSR 200655, le PAM a suivi une approche plus globale de la problématique hommes-femmes, aussi bien dans sa description contextuelle des femmes vivant sur des terres marginales, du moindre niveau d'instruction des femmes et des rôles attribués à chacun des deux sexes dans les activités de nutrition et 3A, que dans la définition des priorités de ses programmes à partir de données ventilées par sexe.

Partenariats

29. Plusieurs catégories de partenaires ont été prises en compte lors de la conception de la stratégie de pays et du portefeuille d'activités. Certaines des synergies envisagées ne se sont concrétisées que partiellement sur le terrain. Fait positif, le PAM a mis en œuvre des activités 3A en partenariat avec le Ministère de l'agriculture, le FIDA et World Vision, et exécuté le programme d'alimentation scolaire en partenariat avec le Ministère de l'éducation et Welthungerhilfe. Toutefois, des synergies plus fortes et une meilleure coordination auraient été nécessaires avec d'autres partenaires des Nations Unies, y compris en matière de nutrition, et avec l'UNICEF dans le domaine de l'alimentation scolaire, en particulier pour ce qui est de la qualité de l'enseignement.

Principes humanitaires et protection

30. La politique du PAM exige d'œuvrer à la protection des personnes touchées par les crises, sachant que les populations en situation d'insécurité alimentaire et les personnes vulnérables sont les plus exposées au risque de voir leurs droits fondamentaux bafoués. Les interventions du bureau de pays ont été conformes aux principes humanitaires de neutralité, d'impartialité et d'indépendance – même si la coopération étroite avec les ministères et le contexte politique difficile depuis la crise d'avril 2015 auraient pu menacer l'application de ces principes. Le bureau de pays a aussi suivi le principe plus vaste d'humanité en cherchant à atténuer les souffrances humaines et a adopté l'approche consistant à ne pas nuire. Indirectement, il s'est servi de la protection sociale pour donner corps aux principes relatifs à la protection, en répondant aux besoins matériels essentiels et en plaidant auprès des parties prenantes dans le pays au nom des bénéficiaires, y compris les jeunes enfants démunis exposés à des risques de violences sexuelles et sexistes.

Viabilité et interconnexion

31. La viabilité des résultats du portefeuille d'activités a été limitée par la faiblesse des capacités institutionnelles nationales, laquelle a été aggravée par la forte rotation du personnel gouvernemental, des problèmes contextuels récurrents et des déficits de financement. Les évaluateurs n'ont pas trouvé d'éléments attestant de la pérennisation des résultats, à l'exception, peut-être, de ceux obtenus dans le cadre de l'initiative Achats au service du progrès, lorsque celle-ci était associée à des activités d'alimentation scolaire endogènes. Le transfert aux ministères de la responsabilité de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité et de la logistique, tel qu'il était envisagé dans la stratégie de pays, ne s'est pas concrétisé. Lorsque le PAM a mis fin à son assistance, le bureau de pays en a informé officiellement les ministères concernés, comme le Ministère de l'éducation. Néanmoins, des lacunes dans la communication entre les contreparties et les bénéficiaires sur le terrain ont fait que ces derniers ont vu les interventions cesser brutalement lorsque les fonds sont venus à manquer, ce qui a compromis l'efficacité des stratégies de retrait.

Conclusions – Évaluation générale

32. La première stratégie de pays du PAM au Burundi a permis d'améliorer son positionnement et l'alignement de son action dans le pays, et de parvenir à des résultats particulièrement bénéfiques par rapport à ceux obtenus avant 2010 dans le cadre des approches axées sur les projets. Elle a également permis de tenir compte de la réorientation stratégique vers le développement à long terme au Burundi. En outre, en insistant sur le maintien d'une composante d'urgence, ses auteurs ont fait preuve de réalisme et de clairvoyance. Jusqu'en avril 2015, le Burundi a été fortement tributaire d'un petit nombre de donateurs, en partie en raison de la tendance envisagée, axée sur le développement à long terme, et de la stabilisation de la situation.
33. L'instabilité politique d'avril 2015 constitue une menace pour la situation humanitaire de la plupart des Burundais; si ce problème n'est pas résolu rapidement, il y a un risque manifeste d'effacement des gains initiaux de la croissance économique. Tout en souhaitant un retour à une dynamique politique stable, le pays doit faire face à des problèmes contextuels majeurs et interdépendants pour concilier la nécessaire restauration de processus de développement à long

terme et la préparation à d'éventuelles situations d'urgence futures¹⁷. La stratégie de pays cerne bien les problèmes structurels de développement qui restent d'actualité, même si la mise en place de solutions pérennes nécessitera des synergies renforcées entre toutes les parties prenantes concernées ainsi que des orientations politiques fermes à l'échelle nationale.

34. Au niveau stratégique, les parties prenantes considèrent le Bureau du PAM au Burundi comme un partenaire majeur et influent, qui sait intervenir rapidement en exploitant ses avantages comparatifs dans les domaines de l'assistance alimentaire générale, de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité, de l'intervention en cas de catastrophe et de la logistique, ainsi que dans le cadre de la mise en place d'approches innovantes comme l'initiative Achats au service du progrès. Plusieurs politiques et stratégies nationales ont pu être élaborées avec l'aide du PAM. Tirant des enseignements de l'expérience, le bureau de pays a mis en œuvre ses activités de développement des capacités sous la forme d'une intervention transversale. Globalement, l'assistance alimentaire du PAM a été pertinente, efficace et assurée en temps voulu. En 2011-2012, le bureau de pays est parvenu à prêter assistance à la plupart des bénéficiaires ciblés. Dans les années qui ont suivi, à l'exception de l'alimentation scolaire, de l'assistance alimentaire générale et de l'intervention menée pour faire face à la situation d'urgence liée aux inondations de 2014, le bureau de pays a réussi à venir en aide à une grande partie des bénéficiaires prévus, et ce malgré les déficits de financement. Il a toutefois dû procéder à des arbitrages entre l'augmentation du nombre de bénéficiaires et la réduction des quantités et de la durée des distributions de vivres.
35. Parmi les facteurs positifs expliquant la performance et les résultats du portefeuille d'activités figurent l'efficacité de la logistique, la qualité du personnel, la solidité de la structure organisationnelle, le respect des principes humanitaires, la couverture de la protection ou encore la souplesse d'adaptation des modalités de transfert selon les situations. La performance a pâti du manque d'intégration et de synergies avec d'autres parties prenantes et partenaires importants, avec lesquels il aurait été nécessaire de renforcer le dialogue et les activités de plaidoyer, souvent au sein d'instances plus larges. Ainsi, les activités 3A menées dans le cadre de composantes des programmes de lutte contre l'érosion et de protection des actifs sont particulièrement pertinentes au Burundi, mais doivent suivre une approche globale de la résilience. Les déficits de financement ont considérablement nui à la programmation, à la performance et aux résultats du portefeuille de pays. L'insuffisance des ressources destinées aux enquêtes, le manque de documentation de la part des partenaires d'exécution et les problèmes de ressources humaines ont fait que le bureau de pays a rencontré des difficultés pour analyser les données sur les effets directs obtenus et développer les capacités.

¹⁷ Parmi les problèmes figurent la pauvreté, la croissance démographique rapide, la raréfaction des terres arables, les effets du changement climatique, l'insécurité alimentaire, la mauvaise qualité de l'enseignement et la malnutrition, problèmes auxquels s'ajoute l'inégalité entre les sexes.

Recommandations

36. L'évaluation comporte neuf recommandations, classées par ordre d'importance.

N°	Objet	Recommandation	Justification	Responsabilité et calendrier
1	Alignement et positionnement stratégiques	<p>Dans le nouveau plan stratégique de pays, maintenir les deux priorités de la stratégie de pays, à savoir i) la sécurité alimentaire et nutritionnelle; et ii) les activités de préparation et d'intervention en cas d'urgence, en suivant une approche stratégique en deux volets. Inclure la disposition¹⁸ à intervenir plus efficacement face aux défis actuels. Le développement des capacités devrait être intégré de manière systématique sous la forme d'un thème transversal dans le nouveau plan stratégique de pays et dans les opérations.</p> <p>À l'extérieur, renforcer les synergies avec les partenaires stratégiques nationaux (ministères de l'agriculture, de la santé, de l'éducation et de la solidarité) et les partenaires des Nations Unies, tout en encourageant, au niveau institutionnel, les synergies sur des questions majeures liées à la sécurité alimentaire.</p>	<p>La stratégie de pays reste adaptée aux besoins de la population et aux priorités du Gouvernement, et conforme au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, aux objectifs des donateurs et aux Objectifs stratégiques du PAM; les trois priorités demeurent pertinentes, mais se heurtent à des défis majeurs compte tenu de la nécessité de concilier les besoins liés aux éventuelles interventions d'urgence et ceux liés au développement à long terme.</p> <p>En pratique, peu de synergies ont été trouvées dans le cadre de la stratégie de pays; souvent, les activités ont péché par manque de coordination et d'harmonisation avec les partenaires.</p>	Bureau de pays, avec l'appui du Bureau régional de Nairobi et du Siège 2016-2017
2	Ciblage et intégration	<p>En interne, renforcer l'intégration géographique et l'intégration des programmes en améliorant le ciblage de la planification opérationnelle multisectorielle. Resserrer la coordination avec les partenaires d'exécution gouvernementaux et non gouvernementaux.</p>	<p>Les activités ont été menées en ordre dispersé dans l'ensemble du pays et ont manqué de cohérence quant aux objectifs recherchés, les critères de ciblage n'ayant pas été appliqués partout de la même façon.</p>	Bureau de pays, avec l'appui du Bureau régional de Nairobi et du Siège 2016-2017
3	Problématique hommes-femmes	<p>Renforcer l'autonomisation économique des femmes grâce à des activités génératrices de revenus tenant compte de la problématique hommes-femmes et à des partenariats conclus avec d'autres acteurs travaillant sur cette problématique et dans le domaine de la planification familiale. La programmation devrait être axée sur les jeunes, hommes/garçons et femmes/filles, et utiliser l'instance nationale s'occupant des questions de nutrition pour appuyer l'autonomisation des femmes et appliquer les marqueurs de l'égalité hommes-femmes de manière systématique.</p>	<p>Les pressions exercées par la population sur les terres, le manque de sensibilisation et l'instabilité se sont soldés par une généralisation et une augmentation des violences sexistes et des inégalités entre les sexes. Ces questions sont des facteurs majeurs d'insécurité alimentaire au Burundi.</p>	Bureau de pays, avec l'appui du Bureau régional de Nairobi et du Siège 2016-2017

¹⁸ Prépositionnement stratégique de fournitures et planification des secours de façon à se préparer aux catastrophes et à pouvoir intervenir en cas de crise, tout en relevant les défis du développement à long terme.

N°	Objet	Recommandation	Justification	Responsabilité et calendrier
4	Protection sociale, principes humanitaires et principes relatifs à la protection	<p>En partenariat avec le Ministère de la solidarité nationale, développer des filets de sécurité soigneusement conçus pour faire en sorte que les programmes de protection sociale répondent aux besoins de la population liés à la crise et pour que les principes humanitaires et ceux relatifs à la protection soient respectés.</p> <p>Inclure expressément les principes humanitaires de neutralité, d'impartialité et d'indépendance et les principes de protection dans les documents de stratégie et les descriptifs de programme du PAM.</p>	<p>Compte tenu de l'aggravation des conséquences des crises et du besoin croissant de filets de sécurité pour les personnes les plus vulnérables, il est nécessaire d'intégrer l'assistance alimentaire générale dans le cadre national de protection sociale.</p> <p>Les risques demeurent élevés même si les interventions du PAM ont été conformes aux principes humanitaires et à la politique de protection, et malgré l'étroite coopération avec les autorités gouvernementales.</p>	Bureau de pays, avec l'appui du Bureau régional de Nairobi et du Siège 2016-2017
5	Nutrition	<p>En partenariat avec le Ministère de la santé et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, renforcer le rôle du bureau de pays dans le domaine de la nutrition: i) en appliquant de manière cohérente les directives du PAM en matière de nutrition; ii) en assurant la continuité des services de soins dans les centres de santé et au sein des communautés et en intégrant la nutrition avec l'accès à la nourriture; iii) en appuyant l'élaboration d'une stratégie nationale de réduction du retard de croissance tout en continuant de promouvoir le mouvement Renforcer la nutrition; iv) en améliorant le suivi, l'évaluation et l'analyse des données sur les effets directs obtenus en matière de nutrition; et v) en plaidant en faveur de la participation des jeunes à la prévention de la malnutrition.</p>	<p>La présence renforcée des contrôleurs de terrain du PAM a permis de compenser en partie le manque de personnel formé dans les centres de santé et d'appliquer le protocole national dans le cadre du traitement de la malnutrition aiguë modérée. Le fait de combiner le traitement de la malnutrition aiguë modérée avec l'éducation nutritionnelle et l'autonomisation des femmes pourrait contribuer à optimiser les résultats. L'application cohérente et systématique des directives relatives à la prévention du retard de croissance et les actions menées pendant la période propice définie par le mouvement Renforcer la nutrition pour prêter assistance aux jeunes enfants pourraient renforcer les efforts déployés par le bureau de pays en vue de prévenir le retard de croissance dans le cadre d'un projet pilote de supplémentation alimentaire généralisée, qui a débuté en 2015.</p>	Bureau de pays, avec l'appui du Bureau régional de Nairobi et du Siège 2016-2017

N°	Objet	Recommandation	Justification	Responsabilité et calendrier
6	Alimentation scolaire	Appuyer l'élaboration de programmes nationaux d'alimentation scolaire en concentrant davantage les efforts sur la qualité de l'enseignement, en partenariat avec le Ministère de l'éducation et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, et en réalisant une analyse et une cartographie des lacunes. En interne, resserrer les liens avec l'initiative Achats au service du progrès pour fournir une enveloppe d'assistance normalisée aux écoles ciblées.	L'alimentation scolaire a contribué à améliorer les taux de scolarisation et d'assiduité et à remédier aux inégalités entre les sexes dans les écoles. Cependant, elle a aussi entraîné une augmentation du nombre d'élèves par classe, ce qui a nui à la qualité de l'enseignement, laquelle est un moteur essentiel du changement au Burundi. La clarification du processus de sélection des écoles et la collaboration avec les partenaires des Nations Unies pour améliorer la qualité de l'enseignement permettraient d'obtenir de meilleurs résultats sur le plan éducatif.	Bureau de pays, avec l'appui du Bureau régional de Nairobi et du Siège 2016-2017
7	Résilience ¹⁹	En collaboration avec le Ministère de l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Fonds international de développement agricole, aider les communautés en prévoyant dans les plans de développement communautaires des trains de mesures détaillées et durables axées sur l'assistance alimentaire pour la création d'actifs.	En abordant la résilience de manière globale, le PAM peut contribuer à atténuer les bouleversements climatiques. Début 2016, le Ministère de l'agriculture a mis en place une nouvelle politique de lutte contre l'érosion. Des enseignements ont été tirés de la collaboration avec le Fonds international de développement agricole.	Bureau de pays, avec l'appui du Bureau régional de Nairobi et du Siège 2016-2017
8	Mobilisation des ressources	Actualiser la stratégie de mobilisation de ressources du bureau de pays et plaider en faveur d'un assouplissement des financements de la part des donateurs afin de permettre des engagements de ressources pluriannuels.	Les pénuries de financement, la réservation des fonds à des fins particulières et la brièveté des cycles de programmation imposés par les donateurs ont constitué des problèmes majeurs qui ont nui à la performance et aux résultats du portefeuille d'activités.	Bureau de pays, avec l'appui du Bureau régional de Nairobi et du Siège 2016-2017
9	Suivi et analyse des effets directs	Harmoniser le suivi et l'analyse des données relatives aux effets directs.	Les données correspondant aux indicateurs d'effet direct institutionnels n'ont pas été recueillies de manière cohérente pendant la période considérée; les rapports normalisés sur les projets font apparaître des problèmes de ressources destinées aux enquêtes et des lacunes dans l'enregistrement des informations par les partenaires d'exécution.	Bureau de pays, avec l'appui du Bureau régional de Nairobi et du Siège 2016-2017

¹⁹ Au deuxième semestre de 2015, le bureau de pays a commencé à recentrer ses activités en faveur de la résilience sur la mise en place d'enveloppes d'assistance plus intégrées dans le but d'améliorer la qualité des interventions d'assistance alimentaire pour la création d'actifs, enveloppes qui devraient être mises en œuvre pendant plusieurs années sur les mêmes sites et en synergie avec d'autres activités.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

3A	Assistance alimentaire pour la création d'actifs
AAF	Assistance alimentaire pour la formation
AAT	Assistance alimentaire contre travail
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
OMS	Organisation mondiale de la Santé
P4P	Achats au service du progrès
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance